

MARCHÉ DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

PHASE CANDIDATURE

MARCHÉ GLOBAL SECTORIEL PASSÉ SELON LA PROCEDURE NÉGOCIÉE

EN APPLICATION DES ARTICLES L.2124-1, L.2124-3, R.2124-1, R.2124-3 et R.2161-12 à R.2161-20 du code de la commande publique

Objet du marché

SAINT-CYR-L'ECOLE (78) – Lycée militaire de Saint-Cyr – Bâtiment 27 –
Réhabilitation du bâtiment Tom MOREL dédié à l'enseignement et à l'hébergement.

Remise des candidatures	Remise des offres
Date limite de réception : 07 MARS 2025 Heure limite de réception : 11H00	Date limite de réception : Heure limite de réception : 11H00

Table des matières

ARTICLE 1 : Présentation de l'opération	4
Titre liminaire -	4
1.1 Objet	4
1.2 Enjeux	4
1.3 Calendrier prévisionnel	4
Article 2 : INFORMATIONS GENERALES	6
1- Nomenclature	6
2- Décomposition en lots	6
3- Décomposition en phases et tranches	6
4- Variantes :	7
5- Modalités essentielles de financement et de paiement	7
6- Cautions et garanties demandées :	7
7- Disposition sociales	8
8- Dispositions environnementales :	8
ARTICLE 3 : PROCÉDURE	9
3.1 Procédure négociée	9
3.2 Jury d'analyse des candidatures et des offres	9
3.2.1 - Examen des candidatures	9
3.2.2 - Invitation à la phase offre	10
3.2.3 - Examen des offres	10
3.3 Négociation	10
3.4 Forme juridique du candidat	11
3.4.1 - Compétences minimales du groupement	11
3.4.2 – Prise en charge du marché par des TPE et ou PME	11
3.4.3 – Aptitude à exercer la profession d'architecte	11
3.4.4 – Compétences exigées	12
3.4.5 – Capacités techniques et professionnelles requises	12
3.5 Modification du détail du DCE	13
3.6 Questions-Réponses	13
3.7 Date limite de remise des candidatures et des offres	13
ARTICLE 4 : Contenu des candidatures	14
ARTICLE 5 : Sélection des candidatures	15
5.1 Analyse des candidatures	15
5.2 Sélection pour la phase d'offre	16

ARTICLE 6 : Conditions relatives à la phase offre.....	17
1- Forme et contenu de l'offre	17
2- Délai de maintien des offres	17
3- Critères d'analyse des offres.....	17
ARTICLE 7 : ATTRIBUTION DU MARCHE.....	18
1- Formalités préalables à l'attribution des marchés publics.....	18
2- Fin de procédure et notification	19
ANNEXE A – COMPOSITION DU DCE PHASE CANDIDATURE	20
a) Retrait	20
b) Composition	20
ANNEXE B - PRESENTATION DU GROUPEMENT	21
ANNEXE C : CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS	23
Article préliminaire	24
1- Dépôt des plis	24
2- Présentation des dossiers et format des fichiers	25
3- Horodatage	25
4- Copie de sauvegarde.....	25
5- Modalités de signature électronique	26
a) Rappel général.....	26
b) Signature électronique des documents.....	26
c) Exigences relatives aux certificats de signature du signataire.....	27
d) Justificatifs de conformité à produire	27
e) Outil de signature utilisé pour signer les fichiers	27
ANNEXE D – Etude de Programme	28

ARTICLE 1 : Présentation de l'opération

Titre liminaire - L'acheteur public est l'Etat, ministère des Armées.

*Ministère des Armées
SID d'Ile-de-France
Base des Loges
8, Avenue du Président Kennedy
BP 40202
78102 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE CEDEX*

1.1 Objet – Le présent marché est un marché de travaux de la catégorie des marchés globaux sectoriels de conception, construction, aménagement, entretien, maintenance (CCAEM).

L'opération a pour objet la réhabilitation du bâtiment 27 Tom Morel au lycée militaire de Saint-Cyr sur le site de Saint-Cyr L'Ecole (78) (voir *fig. 1*).

1.2 Enjeux - La rénovation intégrale du bâtiment est envisagée.



Fig. 1 : Bâtiment TOM MOREL - Vue aérienne

Contexte - Construction en 1966.

Bâtiment :

- Classé ERP ;
- De quatre (4) étages ;
- Avec 7894 m² de Surface Hors Œuvre Nette (SHON) et ;
- D'une capacité d'accueil de 245 personnes, utilisée à fins d'enseignement et d'internat.

Le bâtiment 27 présente un état de vétusté et de dégradation avancé par les infiltrations d'eau, les structures vieillissantes et la moisissure. En conséquence, l'occupation des locaux des niveaux R+1 et R+2 est rendue impossible et a mené à la délocalisation de la partie internat dans les années 2000 à l'exception d'une dernière surface d'hébergement au 2^{ème} étage.

L'enjeu de cette opération se situe donc dans l'ampleur de la réhabilitation du bâtiment et les contraintes calendaires serrées afférant à la réouverture du bâtiment à l'enseignement et à l'internat pour juillet 2028 (*Voir Annexe E : Programme – Etat général du bâtiment 27 Tom MOREL, p.23*), sur un site d'enseignement en fonctionnement.

1.3 Calendrier prévisionnel – Décomposition chronologique par jalon.

La date prévisionnelle pour le début des prestations est fixée au mois d'octobre 2025 pour une remise utilisateur à juillet 2028 (*cf : calendrier prévisionnel ci-dessous*).

Les prestations sont exécutées dans un délai de trente-trois (33) mois sans période de préparation. Le délai d'exécution des travaux part de la date fixée par l'ordre de service en prescrivant le commencement.

Jalons	Dates indicatives	Délais
Procédure Négociée		
Phase candidature	<i>Fin janvier 2025</i>	30 jours
Sélection des candidats	<i>Février 2025</i>	30 jours
Phase d'offre	<i>Mars 2025</i>	30 jours
Remise d'offres	<i>Indéterminée</i>	
Analyse du jury	<i>Mai 2025</i>	
Notification	<i>Octobre 2025</i>	
Commencement de l'opération		
Conception	<i>Octobre 2025</i>	
Construction / Aménagement	<i>Juin 2026</i>	
Entretien et Maintenance	<i>Juillet 2028</i>	

Les dates ci-contre ont une dimension purement indicative et ne constituent pas un engagement chronologique stricte.

Les candidats seront cependant notés sur la cohérence de leurs prévisions par rapport à ces anticipations.

L'opération est soumise à de fortes contraintes calendaires et les délais d'exécution seront de fait incompressibles.



Fig.2 : Lycée de St. Cyr et localisation du TOM MOREL

Article 2 : INFORMATIONS GENERALES

1- Nomenclature

Catégorie d'achat GM :	36.04.02	Prestation de maîtrise d'œuvre (MOE)
	36.02.03	Travaux de réhabilitation de bâtiment
	36.02.01	Travaux construction bâtiment neuf
	37.05.02	Contrat de maintenance multi-technique
Code CPV :	71000000-8	Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection
	45000000-7	Travaux de construction
	45212410-3	Travaux de construction de bâtiments destinés à l'hébergement
	50324200-4	Services de maintenance préventive

2- Décomposition en lots

Par dérogation au principe de l'allotissement obligatoire, le présent marché global n'est pas alloti en vertu de l'article R2171-1 du code de la commande publique.

3- Décomposition en phases et tranches

L'opération est décomposée comme suit :

- **Une tranche ferme** scindée en trois phases (conception, réalisation, maintenance) ;
- **Une tranche optionnelle n°1** pour l'aménagement du mobilier du bâtiment Tom MOREL ;
- **Une tranche optionnelle n°2** pour permettre le recloisonnement et l'aménagement d'une infrastructure réhabilitée en parallèle, le bâtiment Paul Lapeyre ;
- **Tranche optionnelle n°3** portant sur la mise en place et la location de bâtiments tampon dédiés à l'enseignement.

Tranche ferme : réhabilitation du bâtiment Tom Morel	
Phase 1 : Conception	Conception technique et architecturale des infrastructures et installations nouvelles
Phase 2 : Réalisation, Travaux et Aménagements	Construction d'infrastructures nouvelles
Phase 3 – Entretien et Maintenance	Entretien et maintenance préventive et corrective du bâtiment et des installations
Tranche optionnelle n°1 : Aménagement de mobiliers	
Phase 1 : Conception	Conception technique et architecturale des infrastructures et installations nouvelles
Phase 2 : Réalisation, Travaux et Aménagements	Construction d'infrastructures nouvelles
Tranche optionnelle n°2 : Recloisonnement et aménagement du bâtiment Paul Lapeyre	
Phase 1 : Conception	Conception technique et architecturale des infrastructures et installations nouvelles
Phase 2 : Réalisation, Travaux et Aménagements	Construction d'infrastructures nouvelles
Phase 3 – Entretien et Maintenance	Entretien et maintenance préventive et corrective du bâtiment et des installations
Tranche optionnelle n°3 : Mise en place et location de bâtiments enseignement tampon	
Phase 1 : Conception	Conception technique et architecturale des infrastructures et installations nouvelles
Phase 2 : Réalisation, Travaux et Aménagements	Construction d'infrastructures nouvelles

4- Variantes :

Les variantes ne sont pas autorisées.

5- Modalités essentielles de financement et de paiement

Prix du marché : Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire.

Unité monétaire : Le marché est conclu en euros.

Règlement des comptes : Le C.C.A.P. du marché fixe les prix et mode d'évaluation des prestations ainsi que le mode de variation des prix et le mode de règlement des comptes.

Délais de paiement : Les délais de paiement sont fixés, conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique, à 30 jours.

6- Cautions et garanties demandées :

Sans objet.

7- Disposition sociales

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise qui se verra attribuer le présent marché, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette clause, l'établissement du service d'Infrastructure de la Défense d'Ile de France apportera, à la demande du titulaire, une assistance à ce(s) dernier(s) pour arrêter les modalités d'exécution, l'(les) assister dans la recherche de bénéficiaires en fonction des tâches confiées et accompagner la démarche des candidats auprès du titulaire.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement gérée par l'agence d'insertion Hauts-de-Seine & Yvelines ACTIVITY.

L'action d'insertion sera présentée par les candidats lors de la phase offre à partir de l'annexe à l'acte d'engagement relative à l'insertion partagée lors de la phase offre.

Dans ce cadre, l'agence ACTIVITY se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

Le nombre d'heure sera communiqué aux candidats retenus.

Il est précisé en outre que la non-exécution de la clause d'insertion entrainera l'application d'une pénalité qui sera définie dans le cahier des clauses administratives particulières.

8- Dispositions environnementales :

Application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique.

Les spécifications techniques et conditions d'exécutions qui prennent en compte des considérations relatives à l'environnement sont prévues aux cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et cahier des clauses administratives particulières (CCAP) partagés aux candidats sélectionnés pour la phase d'offre.

ARTICLE 3 : PROCÉDURE

3.1 Procédure négociée

Le présent marché est un marché de conception, construction, aménagement, entretien, maintenance (CCAEM) en application des articles L.2171-1, L.2171-4 et R.2171-4 du code de la commande publique.

La présente consultation est réalisée selon la procédure négociée en application de l'article R.2124-3 du Code de la commande publique. Elle se déroulera en deux phases :

- Une phase candidature pour présélectionner les candidats admis à poursuivre la consultation ;
- Une phase offre avec les candidats qui auront été présélectionnés pendant la phase de candidature.

Un nombre maximal de trois (3) candidats sera retenu pour la phase offre.

A NOTER CONCERNANT LES VISITES DE SITE :

Les visites de site obligatoires auront lieu lors de la phase offre. Le contact et les modalités pour toute demande en ce sens par les candidats retenus sera partagé dans le DCE phase offre.

3.2 Jury d'analyse des candidatures et des offres

Un jury sera constitué pour l'examen des candidatures et des offres, conformément à l'article R.2171-16 du code de la commande publique.

Il sera composé de trois (3) membres à voix délibérative dirigé par un Président, le Directeur des opérations du service d'infrastructure d'Ile-de-France, et constitué de la façon suivante :

- Un (1) membre au titre des représentants de la maîtrise d'ouvrage et Président du jury ;
- Un (1) membre au titre des personnes possédant la qualification exigée des candidats (Architecte) ;
- Un (1) membre au titre des représentants de l'acheteur et de la maîtrise d'ouvrage.

Le jury peut aussi auditionner toute personne susceptible de lui apporter des informations utiles.

3.2.1 - Examen des candidatures

Le maître d'ouvrage, en la forme d'une commission technique, vérifie le contenu des candidatures, et examine leur conformité au présent règlement de la consultation. Un rapport d'analyse de la commission technique présentant les caractéristiques de chaque candidature est ensuite présenté aux membres du jury. Le jury analyse alors les candidatures au vu des critères d'évaluation définis par le maître d'ouvrage dans le présent règlement.

Après débat, le jury émet un avis motivé sur chacune des candidatures au regard des critères de sélection des candidats et classe les candidatures.

Un procès-verbal retraçant l'examen du jury, ses observations et ses questions, signé de l'ensemble des membres du jury sera dressé.

Disposant du ou des deux procès-verbaux du jury, le représentant de l'acheteur, au vu de l'avis du jury, désigne les candidats retenus pour participer à la phase offre. A titre indicatif, la phase offre aura lieu au 2^{ème} trimestre 2025.

3.2.2 - Invitation à la phase offre

Après avoir arrêté définitivement la liste des participants, l'acheteur leur transmettra simultanément par voie électronique une invitation à participer à la phase offre, les informant de la date et l'heure limite de transmission des prestations et de toute précision utile quant au déroulement de cette seconde phase.

L'invitation à participer à la phase offre précise également les modalités d'accès au dossier de consultation des participants.

Elle précise enfin, le cas échéant et au regard des propositions du jury, les adaptations et précisions qui auraient été apportées au règlement de la phase offre.

3.2.3 - Examen des offres

Le maître d'ouvrage, en la forme d'une commission technique, vérifie le contenu des offres et examine leur conformité au règlement de la consultation phase offre. Un rapport d'analyse de la commission technique présentant les caractéristiques de chaque offre est ensuite présenté aux membres du jury. Le jury analyse alors les offres au vu des critères d'évaluation définis par le maître d'ouvrage dans le présent règlement.

L'acheteur se réserve la possibilité d'interroger les candidats en cours d'analyse à fins d'obtenir des précisions ou compléments d'information sur la teneur des offres qui lui auront été soumises.

Après débat, le jury émet un avis motivé sur chacune des offres au regard des critères de sélection des soumissionnaires et classe les offres.

Un procès-verbal retraçant l'examen du jury, ses observations et ses questions, signé de l'ensemble des membres du jury sera dressé.

3.3 Négociation

Conformément à l'article 2161-17, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales.

Lors de la phase offre, dans le cas où le pouvoir adjudicateur décide de négocier avec les candidats ayant présenté une offre, ces derniers sont avertis par écrit des modalités de cette négociation et des éléments de l'offre concernés. Les modalités de remise de leur dernière et meilleure offre sont précisées dans le même document.

Les documents relatifs à la négociation (convocations, demandes de renseignements...) sont transmis par la plateforme des Achats de l'État (PLACE).

L'offre après négociation de chaque candidat fait l'objet d'une pondération des mêmes critères que ceux définis dans l'article 5.3 du présent document pour définir l'offre économiquement la plus avantageuse.

3.4 Forme juridique du candidat

3.4.1 - Compétences minimales du groupement

Le groupement sera composé au minimum d'un architecte diplômé, l'entreprise générale de travaux, d'un bureau d'études techniques ou ingénieurs conseils et d'un maintenancier. En cas de groupement d'opérateurs économiques, aucune forme juridique n'est imposée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement l'entreprise de construction (Gros-œuvre). Elle sera obligatoirement solidaire, pour l'exécution de l'ensemble du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur.

Il est interdit aux entreprises de se présenter en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Pour justifier de ses capacités, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs autres opérateurs.

3.4.2 – Prise en charge du marché par des TPE et ou PME

Conformément aux articles L2171-8, R2171-23 et R2213-5 du code de la commande publique, une part minimale de 20% du montant du présent marché sectoriel devra être confiée directement ou indirectement à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans. Le titulaire, s'il n'est pas lui-même une TPE ou une PME devra présenter sa capacité à sous-traiter la part dédiée à ces structures dans ce marché.

IMPORTANT : les groupements d'entreprises admis à répondre au présent appel d'offres seront entièrement constitués et leurs mandataires désignés lors du dépôt des candidatures.

La composition du (des) groupement(s) ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la signature du marché, que dans les conditions prévues à l'article R.2142-26 du code de la commande publique.

3.4.3 – Aptitude à exercer la profession d'architecte

En application de l'article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, la participation est réservée aux candidats qui présentent, soit à titre individuel, soit en cotraitance, un architecte ou une société d'architecture répondant aux conditions définies par l'article 2 ou à l'article 10-1 de la loi du 3 janvier 1977 précitée ou équivalente selon la réglementation en vigueur dans le pays d'origine pour les candidats étrangers.

3.4.4 – Compétences exigées

Le candidat réunira impérativement les compétences suivantes :

- Compétence architecturale ;
- Compétence d'un OPC ;
- Compétences BET Thermique ;
- Compétences BET Structures ;
- Compétences BET Electricité ;
- Compétences CSSI ;
- Compétences Ergonomie et spaceplanning.
- Compétence d'un BET CVC ;
- Compétence d'un projeteur BIM.

Il est précisé qu'en cas de groupement que l'un des membres peut réunir plusieurs compétences.

3.4.5 – Capacités techniques et professionnelles requises

Pour attester de leur capacité technique et professionnelle, l'acheteur exige des candidats qu'ils détiennent les certificats de qualification QUALIBAT et OPQIBI, ou équivalent(s) suivants :

Phase conception :

Fondations et structures

- *Étude de structures béton courantes : OPQIBI 1202 ;*

Courants faibles

- *Études d'installations électriques courantes : OPQIBI 1405 ;*
- *Étude de systèmes et réseaux complexes d'informatique, scéniques et de communication : OPQIBI 1417 ;*

Incendie

- *Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) de catégorie A : OPQIBI 0321 ;*

Ergonomie

- *Assistance en ergonomie : OPQIBI 2301.*

Phase réalisation, travaux et aménagement :

- *Réparation en maçonnerie et en béton armé : QUALIBAT : 2142 ;*
- *Fabrication et pose de menuiseries extérieures en bois : QUALIBAT 3552 ;*
- *Imperméabilité des façades (technicité supérieure) : QUALIBAT 3423 ;*
- *Ferronnerie : QUALIBAT 4492 ;*
- *Installation de plomberie sanitaire pour des bâtiments sans surpresseur supérieurs à 1000m² - QUALIBAT 5112 ;*
- *Installation de chauffage ou de froid raccordée sur réseau urbain - QUALIBAT 5251 ;*
- *Isolation et traitement acoustique (technicité confirmée) – QUALIBAT 7212 ;*
- *Agencement (technicité confirmée) – QUALIBAT 9112.*

3.5 Modification du détail du DCE

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.6 Questions-Réponses

Pendant la phase de candidature, les candidats doivent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires sur les documents de la consultation et adressées en temps utile, sont transmises aux candidats au plus tard le six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres

Le cas échéant, les date et heure de remise des candidatures sont reportées dans les conditions prévues à l'article R.2151-4 du Code de la commande publique.

3.7 Date limite de remise des candidatures et des offres

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant l'heure et la date limite indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation.

ARTICLE 4 : Contenu des candidatures

NOTE : La composition du DCE est à consulter en ANNEXE A du présent RC

Le contenu des candidatures contiendra les pièces suivantes à peine d'irrecevabilité :

4.1 Les pièces administratives – signées par un représentant habilité à engager la société :

- DC1 ;
- DC2 ;
- L'annexe B - Présentation du groupement, *comprenant la liste des entreprises parties et groupement ainsi que les TPE et/ou PME prenant part à l'opération* ;
- Attestation sur l'honneur d'absence d'interdiction de soumissionner aux contrats de la commande publique *signée par un représentant habilité* ;
- Certificats de qualification à apporter par le groupement **ou équivalent** :
 - Réparation en maçonnerie et en béton armé : QUALIBAT : 2142 ;
 - Fabrication et pose de menuiseries extérieures en bois : QUALIBAT 3552 ;
 - Imperméabilité des façades (technicité supérieure) : QUALIBAT 3423 ;
 - Ferronnerie : QUALIBAT 4492 ;
 - Installation de plomberie sanitaire pour des bâtiments sans surpresseur supérieurs à 1000m² - QUALIBAT 5112 ;
 - Installation de chauffage ou de froid raccordée sur réseau urbain - QUALIBAT 5251 ;
 - Isolation et traitement acoustique (technicité confirmée) – QUALIBAT 7212 ;
 - Agencement (technicité confirmée) – QUALIBAT 9112.
 - Étude de structures béton courantes : OPQIBI 1202 ;
 - Études d'installations électriques courantes : OPQIBI 1405 ;
 - Étude de systèmes et réseaux complexes d'informatique, scéniques et de communication : OPQIBI 1417 ;
 - Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) de catégorie A : OPQIBI 0321 ;
 - Assistance en ergonomie : OPQIBI 2301.

4.2 Les annexes d'analyse propres à la sélection des candidats – le candidat suivra les instructions inscrites sur chacun des modèles d'« ANNEXE D'ANALYSE » au présent RC, rendu complété au format PDF et utilisés à fins de notation :

- A 1 – Trois références du candidat réalisées sur les cinq dernières années ;
- A 2 – Synthèse de l'organisation interne dédiée au projet ;
- A 3 – Compétence architecturale ;
- A 4 – Compétences BET Thermique ;
- A 5 – Compétences BET Structures ;
- A 6 – Compétences BET Electricité ;
- A 7 – Compétence CSSI ;
- A 8 – Compétences Ergonomie et spaceplanning ;
- A 9 – Compétences CVC.
- A 10 – Compétence OPC
- A 11 – Compétence BIM
- A 12 – Compétence travaux d'infrastructure destiné à l'hébergement / à l'enseignement
- A 13 – Compétence maintenancier.

Les modèles d'annexe ci-dessus, constituent des Annexes au RC. La composition du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), est renseignée en Annexe A du présent RC.

ARTICLE 5 : Sélection des candidatures

5.1 Analyse des candidatures

Les candidatures seront analysées au moyen des annexes d'analyses (AA) intégrées au présent DCE selon la pondération du tableau présenté ci-dessous.

Les photos seront présentées sans pixellisation et propre à permettre la lisibilité des références pour chaque critère. Il est loisible aux candidats de dimensionner les illustrations.

Critères de jugement des candidatures		Pondération
Critère 1	A 1 – GROUPEMENT - Trois (3) références pour des prestations similaires en conception/réalisation sur des travaux, réalisées sur les cinq (5) dernières années	40
Ces prestations porteront impérativement sur des marchés globaux relatifs à la réhabilitation d'ouvrages dans le domaine de l'hébergement, et de l'enseignement.		
	Appréciation de la technicité et de l'ampleur des références (surfaces équivalentes) du candidat en lien avec la présente opération.	25
	Appréciation des références du candidat au-regard du montant des opérations et des tâches qui lui auront été confiées en rapport avec la présente opération.	10
	Appréciation des attestations de bonne exécution des marchés correspondants aux références transmises (selon les différentes phases : conception, construction, aménagement, entretien & maintenance).	5
Critère 2	A 2 – Synthèse de l'organisation interne dédiée au projet par phase	20
	Organisation du groupement et définition des rôles de chaque membre, (identifier les membres du groupement associés à chaque phase de l'opération).	10
	Présentation de l'organisation interne dédiée au projet (présenter la méthodologie de suivi des études d'exécution, gestion en phase conception et réalisation, et en phase maintenance).	5
	Planning prévisionnel de l'opération (identifier les effectifs associés à chaque phase de l'opération). Présentation du calendrier prévisionnel des travaux en cohérence avec l'article 1.3 du RC.	5

Pour l'analyse des annexes d'analyses associées, le **Critère 3** se rapporte aux Moyens humains et techniques ci-dessous, **noté sur 40**.

- Moyens humains affectés au projet et références du candidat : Le ou les personnels envisagés devront présenter des expériences similaires au présent marché (opération de réhabilitation milieu enseignement) – avec fiches métiers, CV, organigramme d'affectation et références des personnels :

Critère 3	PERSONNELS AFFECTÉS - Moyens humains et techniques précisant :	40
	Libellé des compétences	
Annexe 3	Compétence architecturale :	6
Annexe 4	Compétences des BET Thermique	3
Annexe 5	Compétences BET Structures	3
Annexe 4	Compétences BET Electricité ;	3
Annexe 7	Compétences CSSI	3
Annexe 8	Compétences Ergonomie et spaceplanning	3
Annexe 9	Compétences CVC	3
Annexe 10	Compétences OPC	3
Annexe 11	Compétences BIM	3
Annexe 12	Compétences en travaux d'infrastructure destiné à l'hébergement / à l'enseignement	5
Annexe 13	Compétences maintenancier	5
		40

5.2 Sélection pour la phase d'offre

Seuls les trois candidats ayant obtenu le plus de points seront retenus pour la phase offre.

La sélection d'un candidat entraîne la sélection de l'ensemble des membres du groupement sauf si le groupement est modifié a posteriori.

En cas d'égalité, les candidats seront départagés selon le nombre de points obtenus au regard de la hiérarchie des critères suivante : le critère 3 est prioritaire sur le critère 1, puis le critère 1 sur le 2.

ARTICLE 6 : Conditions relatives à la phase offre

1- Forme et contenu de l'offre

En avance de phase, les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Elles seront présentées sans aucune indication permettant l'identification des candidats. Le contenu des offres sera renseigné au candidats sélectionnés pour la phase d'offre.

2- Délai de maintien des offres

Les soumissionnaires seront tenus de maintenir leur offre dans un délai de 6 mois à compter de la date de remise des offres. Dans le cas d'une négociation avec remise d'une nouvelle offre, le délai précité s'entend à compter de la date de remise de cette dernière.

3- Critères d'analyse des offres

Le jugement de l'offre économiquement la plus avantageuse sera effectué selon les critères de pondération suivants :

Critères de jugement des offres	Pondération
Prix des prestations	60 %
Valeur technique	40 %

Les soumissionnaires devront obtenir une **note minimale de 20/40**. Le soumissionnaire concerné verra son offre rejetée en cas de note inférieure.

- Le critère "prix des prestations" sera jugé selon la formule suivante :

L'offre présentant le prix le plus bas (Pm) se verra attribuer la note de 100.

Les offres supérieures (P) se verront attribuer la note V suivant le calcul suivant :

$$V = 100 * Pm/P$$

- Le critère "valeur technique" sera jugé sur 40 points répartis comme suit, au vu du mémoire technique :

- Sous-critère 1 : Dossier technique et APS : **sur 20 points ;**

-Sous-critère 2 : Planning prévisionnel et identification des risques de retard : **noté sur 5 points ;**

-Sous-critère 3 : Prise en compte du bâtiment dans son environnement : **noté sur 5 points ;**

-Sous-critère 4 : Entretien et maintenance : **noté sur 5 points.**

-Sous-critère 5 : méthodologie envisagée pour la prévention des nuisances : **noté sur 5 points.**

Pondération des critères :

La note finale de chaque soumissionnaire est constituée par la somme du :

- nombre de points sur 100 pour le critère prix obtenu par le soumissionnaire affecté du coefficient 0,6.
- nombre de points sur 40 pour le critère valeur technique obtenu par le soumissionnaire.

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle ayant obtenue la note finale calculée selon la méthode précédente qui comporte le nombre de points le plus élevé.

Toutes les notes sont attribuées aux candidats au vu des informations contenues dans le mémoire technique et conformément aux plages de notation définies précédemment.

ARTICLE 7 : ATTRIBUTION DU MARCHE

Des formalités préalables à l'attribution et à la notification du marché pourront être demandées au pressenti-attributaire.

1- Formalités préalables à l'attribution des marchés publics

Seul le soumissionnaire retenu au terme du classement des offres doit produire les pièces prévues aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

La signature de l'acte d'engagement (ou formulaire ATTRI1) n'est exigible que du seul attributaire pressenti : si celui-ci (accompagné de cotraitants, le cas échéant) n'a pas signé son offre lors de sa remise initiale, il devra signer - ou co-signer avec les membres du groupement - l'acte d'engagement (ou formulaire ATTRI1) et faire signer les DC4 aux sous-traitants éventuels avant attribution. Il devra également joindre le/les pouvoirs de la personne physique habilitée (signataire) à engager la société / l'établissement, le cas échéant.

Si ces documents ne sont pas joints dans la réponse initiale, l'acheteur adressera une demande via la PLACE. L'attributaire devra transmettre les documents requis dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de la demande.

ATTENTION ! Les délais octroyés n'ont pas pour effet de permettre à l'attributaire de se procurer un certificat de signature électronique, ni d'effectuer les démarches administratives de régularisation auprès des administrations et organismes compétents.

A défaut de transmission des documents dans le délai prescrit par l'acheteur, celui-ci pourra déclarer irrecevable l'offre au titre de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique. En conséquence, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

2- Fin de procédure et notification

Le marché peut être définitivement attribué une fois ces formalités préalables remplies.

L'acheteur avise alors tous les autres soumissionnaires du rejet de leur offre.

Après signature de l'acte d'engagement (ou formulaire ATTRI1) par le représentant de l'acheteur, le marché est notifié, conformément aux dispositions de l'article R.2182-4 du Code de la commande publique.

Le titulaire devra s'assurer que la ou les personne(s) habilitée(s) à engager la société dispose(nt) d'un certificat de signature électronique valide, conformément à l'article 6.5 « modalités de signature électronique », de façon à pouvoir signer les actes modificatifs (actes de sous-traitances, modifications du marché, décisions...) qui interviendraient en cours d'exécution du marché.

Saint Germain en Laye, le

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'S' followed by a circle and a horizontal line.

ANNEXE A – COMPOSITION DU DCE PHASE CANDIDATURE

a) Retrait

L'ensemble du dossier est téléchargeable gratuitement sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE)
site : www.marches-publics.gouv.fr

b) Composition

Le Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.) *phase candidature* contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation (RC) et ses annexes suivantes ;
 - ANNEXE A – Composition du DCE phase candidature ;
 - ANNEXE B – Présentation du groupement ;
 - ANNEXE C – Condition de transmission plis ;
 - ANNEXE D – Etude de programme ;
 - ANNEXES D'ANALYSE au RC :
 - A 1 – Trois références du candidat réalisées sur les cinq dernières années ;
 - A 2 – Synthèse de l'organisation interne dédiée au projet ;
 - A 3 – Compétence architecturale ;
 - A 4 – Compétences BET Thermique ;
 - A 5 – Compétences BET Structures ;
 - A 6 – Compétences BET Electricité ;
 - A 7 – Compétences CSSI ;
 - A 8 – Compétences Ergonomie et spaceplanning ;
 - A 9 - Compétences CVC ;
 - A 10 - Compétence OPC ;
 - A 11 - Compétence BIM ;
 - A 12 - Compétence travaux d'infrastructure destiné à l'hébergement / à l'enseignement ;
 - A 13 - Compétence maintenancier.
- Attestation sur l'honneur d'absence d'interdiction de soumissionner aux contrats de la commande publique *signée par un représentant habilité* ;
- Plans existants du bâtiment (huit (8) pièces) :
 1. 20171114_780545001P_0027_3_00_ATL ;
 2. 20170711_780545001P_0027_N_02_ATL_A3_200 ;
 3. 20170711_780545001P_0027_C_BB_ATL_A3_100 ;
 4. 20170711_780545001P_0027_C_AA_ATL_A3_100 ;
 5. 20170710_780545001P_0027_N_-1_ATL_A3_100 ;
 6. 20170710_780545001P_0027_N_01_ATL_A3_200 ;
 7. 20170710_780545001P_0027_N_00_ATL_A3_100 ;
 8. 20100729_780545001P_0027_N_03_ATL_A3_100.
- Rapport de repérage du plomb avant travaux ;
- Rapport de repérage de l'amiante avant travaux ;
- Diagnostic structurel ;
- Diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux, et déchets (P.E.M.D).

ANNEXE B - PRESENTATION DU GROUPEMENT

I- TABLEAU DE PRESENTATION DES MEMBRES DU GROUPEMENT.

Nom du mandataire	SIRET	Adresse	Contact	Tél	
Présentation des cotraitants	SIRET	Adresse	Contact	Tél	Pouvoir donné au mandataire (double signature)
1 ^{er} cotraitant					
2 ^e cotraitant					
3 ^e cotraitant					
4 ^e cotraitant					
5 ^e cotraitant					
6 ^e cotraitant					

II- TABLEAU DE REPARTITION DES PRESTATIONS AU SEIN DU GROUPEMENT

Cotraitants	Désignation de l'entreprise	Phase concernée (Conception, travaux, maintenance)	Prestations concernées
1 ^{er} cotraitant	Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :		
2 ^e cotraitant	Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :		
3 ^e cotraitant	Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :		
4 ^e cotraitant	Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :		
5 ^e cotraitant	Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :		

III- IDENTIFICATION TACHES CONFIES AUX SOUS-TRAITANTS

Sous-traitants	Désignation de l'entreprise	Phase concernée (Conception, travaux, maintenance)	Prestations concernées	Estimation en % des prestations sous- traitées
1er sous-traitant	Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :			
2e sous-traitant	Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :			
3e sous-traitant	Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :			
4e sous-traitant	Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :			
5e sous-traitant	Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :			
Totaux				

ANNEXE C : CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS

RAPPEL

En application des dispositions prévues aux articles R.2132-7 et suivants du Code de la commande publique, dans le cadre de cette consultation, les documents requis des candidats (documents relatifs à la candidature et à l'offre) sont transmis uniquement par voie électronique. **Ainsi, le candidat qui enverrait son pli sous un autre support autre que celui du profil d'acheteur (via la PLACE) verra son offre jugée irrégulière au sens de l'article L.2152-2 du Code de la commande publique.**

Conformément à l'article R.2151-6 du code de la commande publique le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise d'offres.

Les différents échanges et communication en cours de procédure interviennent également par voie électronique. **Sur ce point, l'attention du soumissionnaire est appelée sur le fait que l'adresse mail utilisée dans le cadre de ces échanges sera l'adresse ayant servi au retrait du dossier de consultation.**

Les documents de la consultation dont la signature électronique est requise doivent être signés électroniquement avec un certificat de signature conforme au RGS ou équivalent.

A cet effet, nous conseillons aux soumissionnaires de se munir d'un certificat de signature électronique au moment de la remise du pli.

Il est à noter qu'au titre de l'article R.2132-11 du Code de la commande publique, les candidats peuvent adresser une copie de sauvegarde sur un support physique électronique (Ex. clé USB). Cette copie de sauvegarde ne pourra être prise en compte que :

- Lorsque, dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public. La trace de la malveillance du programme est conservée par l'acheteur public ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais de dépôt des candidatures et des offres (par exemple : aléas de transmission), alors que la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par l'acheteur public.

Lorsque l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, le document reçu par voie électronique ne doit pas être utilisé : la copie de sauvegarde se substitue au document initial. Elle devient la candidature – ou l'offre – principale, qui se substitue complètement au document arrivé hors délai ou qui n'a pu être ouvert.

Les candidats ou soumissionnaires sont alertés sur le fait que le site de la plateforme des achats de l'État (PLACE) fait l'objet de dysfonctionnements récurrents depuis plusieurs mois.

Par conséquent, les candidats ou soumissionnaires **sont très fortement invités à remettre une copie de sauvegarde** conformément aux dispositions de l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres et conformément aux modalités de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la copie de sauvegarde.

L'utilisation de cette copie de sauvegarde sera effectuée conformément à l'article 2 - II - 2° de l'arrêté cité précédemment.

Les candidats et soumissionnaires sont informés qu'en l'absence de copie de sauvegarde et dans le cas où l'offre d'un candidat ou soumissionnaire ne pourrait être ouverte, le représentant du pouvoir adjudicateur sera tenu de l'écarter.

Article préliminaire

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique le Ministère des Armées accepte les DUME électroniques envoyés par les entreprises.



Ce dispositif permet de déposer sa candidature sur la base d'une attestation sur l'honneur, à l'instar des formulaires DC1, DC2 et du « Marché public simplifié » (MPS), désormais caduque. Cette auto-déclaration permet aux opérateurs économiques candidats de prouver :

- qu'ils ne se trouvent pas dans l'une des situations pour lesquelles ils doivent ou pourraient être exclus de la procédure,
- et qu'ils satisfont aux critères d'exclusion et de sélection applicables.

Ce formulaire pré-rempli est complété par le candidat lors du dépôt de sa candidature sur PLACE. **Le DUME ne dispense pas le soumissionnaire de remettre les preuves requises.**

Le soumissionnaire devra produire ces documents dès lors qu'ils lui seront demandés expressément.

Un soumissionnaire peut être exclu de la procédure de passation de marché ou faire l'objet de poursuites s'il s'est rendu coupable de fausses déclarations en remplissant le DUME, ou s'il a caché ces informations ou n'a pas été capable de présenter les justificatifs les complétant.

A NOTER : Pour renseigner votre DUME, il vous suffit de vous rendre sur le profil d'acheteur www.marches-publics.gouv.fr et de choisir le DUME comme modalité de réponse.

Le DUME est notamment pré-rempli sur la base du numéro SIRET. Le candidat qui souhaite soumissionner de cette manière est invité à se reporter aux modalités figurant à l'article 5.1.3 du présent règlement de consultation.

1- Dépôt des plis

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le dépôt papier n'est pas autorisé.

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un «guide utilisateur» téléchargeable qui précise les conditions d'utilisation de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et le recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

2- Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

3- Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

4- Copie de sauvegarde

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique (**la transmission au format papier n'est pas autorisée**) doivent faire parvenir cette copie avant la date et l'heure limites de remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

Cette copie de sauvegarde est soumise aux règles décrites à l'article 4.3 du présent règlement de la consultation quant à son contenu, l'ensemble des documents de candidature et d'offre listés doit être fourni.

Les documents figurant sur ce support doivent être signés électroniquement (pour les documents dont la signature est obligatoire).

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la dématérialisation des marchés publics.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

*SID d'Ile-de-France
Service achats infrastructure
Base des Loges - Bâtiment 054
8, Avenue du Président Kennedy
78100 Saint-Germain en Laye*

Service achats infrastructure :

N°1 ☎ : 01 39 21 22 33

N°2 ☎ : 01 39 21 27 29

Les horaires d'ouverture du service au public sont les suivants :

Du lundi au vendredi : 09h00 à 11h30 – 13h30 à 17h00

5- Modalités de signature électronique

a) Rappel général

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur juridique. Elle constitue une copie de la signature manuscrite et ne peut pas remplacer la signature électronique.

b) Signature électronique des documents

Chaque document à signer doit l'être individuellement. Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le soumissionnaire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature du signataire ;
2. à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature* conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés. Le jeton

d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).

c) Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé 1 *

1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue" : le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <http://www.lsti-certification.fr>;
- <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/eu-trusted-lists-trust-service-providers>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance.

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

d) Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ; - L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

e) Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État.

Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Cas 2 : lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée, avec une notice d'explication de préférence en français.

La personne signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société.

ANNEXE D – Etude de Programme

Joint aux pièces du présent RC.